

Impact macro-économique de l'augmentation du prix d'énergie

2006/2247(INI) - 20/12/2006

La commission a adopté le rapport d'initiative de Manuel Antonio dos SANTOS (PSE, PT) sur les répercussions macro-économiques de l'augmentation du prix de l'énergie. Le rapport demande à l'Europe d'agir maintenant de manière à empêcher que l'augmentation du prix de l'énergie ne nuise à l'économie européenne. Elle indique que l'augmentation actuelle du prix de l'énergie est semblable à celle des années 70 et du début des années 80, mais qu'elle diffère de ces chocs en ce sens qu'elle résulte dans une large mesure d'une forte augmentation de la demande d'économies comme la Chine, de sorte qu'une partie de cette hausse sera permanente. Elle souligne l'effet tangible des augmentations du prix du pétrole pour l'UE : ralentissement de la croissance, des investissements et de l'emploi, renforcement des pressions inflationnistes et hausse des taux d'intérêt. Les députés européens de la commission ont indiqué que si aucune mesure n'était prise, la dépendance de l'Europe à l'égard des importations d'énergie pourrait passer de 50% actuellement à 70% en 2030. Ils ont notamment souligné les conséquences sociales d'une augmentation du prix de l'énergie, qui touche tout particulièrement les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables.

La commission a fait remarquer que les secteurs des transports et du logement en particulier sont les plus affectés, et ont demandé qu'une stratégie globale de l'UE abandonne progressivement les combustibles fossiles dans le secteur des transports, tout en développant le recours à des combustibles non conventionnels. Garantir des prix de l'énergie équitables sur les marchés énergétiques nationaux aurait pour effet d'achever le marché intérieur dans un secteur souvent dominé par une poignée de compagnies. Le découplage des infrastructures de l'approvisionnement est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des marchés nationaux et du marché intérieur.

La commission appelle à "un investissement massif dans les infrastructures et l'approvisionnement énergétique dans les années à venir", ainsi qu'à la tenue d'un large débat à l'échelle communautaire sur les différentes sources d'énergie. Elle invite la Commission et le Conseil à élaborer un plan détaillé en vue de réduire la dépendance de l'UE par rapport aux importations pétrolières et de passer à une énergie propre. Par ailleurs, elle recommande vivement l'adoption de mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui, selon elle, constituent le moyen le moins cher de réduire les émissions de CO₂ et de renforcer la sécurité énergétique. La politique fiscale devrait être utilisée pour encourager ces changements et les critères de sélection des marchés publics devraient inclure l'efficacité énergétique.

Enfin, le rapport préconise la création d'un mécanisme d'urgence intégré de l'UE pour la sécurité de l'approvisionnement de manière à augmenter les stocks minimaux de pétrole (de 90 à 120 jours de consommation), et à constituer des stocks de gaz minimaux d'au moins 90 jours. Il suggère de publier chaque semaine, comme cela se fait aux Etats-Unis, les chiffres des stocks européens de pétrole et de produits pétroliers.